



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

COMMUNE DE VILLEFRANCHE DE
LAURAGAIS

Pôle Sécurité
Service Police Municipale

Arrêté Municipal n°AR-PM-2024-272

ACTES 6.1 Police municipale

Objet : Règlementation de la circulation- travaux de rénovation de toiture avec pose d'un échafaudage.
24 rue du 4 septembre- 31290- Villefranche de Lauragais – Entreprise SAS Souloumiac/Naudinat.

Le Maire de Villefranche de Lauragais,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et L2212-2,

Vu le code de la route et notamment l'article R411-8,

Vu le Code de Sécurité Intérieure, et notamment l'article L.511-1,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – Quatrième partie, Huitième partie (signalisation temporaire),

Vu l'arrêté municipale n°DG-2024-07-09-01 en date du 09/07/2024 portant délégation de pouvoir de signature à Messieurs Ludovic Andrieux et Jean-francois Gleyzes en matière de police, de sécurité et de funéraire,

Vu la demande en date du 08 octobre 2024 de Monsieur Naudinat, pour des travaux de rénovation de toiture avec pose d'un échafaudage, 24 rue du 4 septembre, 31290 Villefranche de Lauragais. Travaux réalisés par SAS Souloumiac/Naudinat.

Considérant que le bon déroulement des travaux impose une réglementation temporaire de circulation pendant la durée du chantier.

Considérant que les travaux précités vont créer une gêne aux usagers et qu'il y a lieu d'apporter des restrictions de circulation sur cette voie.

ARRETE

Article 1 : Le pétitionnaire est autorisé à intervenir sur un lieu ouvert à la circulation publique pour effectuer les travaux précités tels que présentés dans sa demande en prenant soin de ne pas dégrader de quelque manière que ce soit la voirie publique et de la remettre en état.

Article 2 : Pendant la durée de la permission :

- Poser un échafaudage avec gainage des pieds sera installé contre le mur **du N°24 rue du 4 septembre. Il débordera d'un maximum de 30 cm** pour effectuer les travaux tel que présenté dans sa demande en prenant soin de ne pas dégrader de quelque manière que ce soit la voirie publique et de la remettre en état,
- La voie de circulation sera restreinte tout en permettant l'accès,

- La circulation des piétons devra être **protégée et déviée**,
- Hors évènement climatique, les travaux devront s'exécuter quotidiennement, sans interruption journalière,
- Le pétitionnaire est autorisé à effectuer les travaux (**sauf le vendredi jour de marché hebdomadaire et l'échafaudage devra être démonté le jeudi soir**) durant la période fixée à l'article 4.

Article 3 : L'entreprise SAS Souloumiac/Naudinat sera en charge de mettre en place la signalisation réglementaire dont il sera responsable, avant le début des interventions, conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I, Huitième partie, signalisation temporaire) sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 4 : La présente autorisation est valable du **lundi 21 octobre 2024 au jeudi 31 octobre 2024, sauf les jours de marché hebdomadaire** date à laquelle elle expirera de plein droit.

Article 5 : A la fin des travaux, tout sera débarrassé et nettoyé de façon à rendre les lieux propres.

Article 6 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

Article 7 : Le Directeur Général des Services, le chef de la Police Municipale, les agents de la Police Municipale, les agents de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Villefranche de Lauragais

Fait à Villefranche de Lauragais, le 08 octobre 2024

Mme le Maire
Valérie GRAFEUILLE-ROUDET

Jean-François GLEYZES

Pour le Maire de la commune,

Et par la délégation,

L'adjoint au Maire en charge de la sécurité.



Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de TOULOUSE peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté par courrier postal ou par le biais de l'application Télérecours, accessible par le lien www.telerecours.fr, pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification et/ou de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

La requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue par l'article 1635 bis Q du Code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.